



CHICAS GAP SISTERON

1 place Auguste Muret

05007 Cedex GAP

*A l'attention de M Christian BOIVIN*

Remis contre accusé de réception

## REPERAGE COMPLEMENTAIRE

**MATERIAUX DE LA LISTE B /  
ELEMENTS EXTERIEURS FIGURANT A  
L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA  
SANTE PUBLIQUE**



Code prestation : CDAM 0160 - 9

RAPPORT N°:

**A532492824\_1\_HOPITAL-DE-  
SISTERON'BATIMENT-SUD'**

Lieu d'intervention :

**HOPITAL DE SISTERON"BATIMENT SUD"  
4 Avenue de la libération**

**04200 SISTERON**

**N° D'AFFAIRE :A532492824 / 1**

**RAPPORT ETABLI LE : 01/10/2018**



Agence de Gap  
28, Avenue Bernard Givaudan  
05000 GAP  
N° SIRET : 51872092500073  
Tél : 04 92 53 76 76 - Fax : 04 92 52 40 48

**Apave** - 191 rue de Vaugirard - 75738 Paris Cedex 15 - SA au capital de 222 024 163 € - RCS Paris 527 573 141

Filiales opérationnelles : **Apave Alsacienne SAS** - RCS 301 570 446 ; **Apave Nord-Ouest SAS** - RCS 419 671 425 ;

**Apave Parisienne SAS** - RCS 393 168 273 ; **Apave Sudeurope SAS** - RCS 518 720 925

Agence de Gap  
28, Avenue Bernard Givaudan

05000 GAP

Tél. : 04 92 53 76 76  
Fax : 04 92 52 40 48  
SIRET : 51872092500073

HOPITAL DE SISTERON'BATIMENT SUD"  
4 Avenue de la libération

04200 SISTERON

Date d'intervention : 20/09/2018  
Date de la commande : 25/08/2017

**REPERAGE COMPLEMENTAIRE  
MATERIAUX DE LA LISTE B / ELEMENTS EXTERIEURS  
FIGURANT A L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE**



**Adresse d'expédition : CHICAS GAP SISTERON  
1 place Auguste Muret**

05007 Cedex GAP

**A l'attention de M Christian BOIVIN**

**Intervenant :**  
M Gaëtan DERVAUX

**Accompagné par :**  
Mr Marc VALLA

**Signature :**



**Ce rapport comprend 20 pages.**  
Il est remis contre accusé de réception.

**Avertissement : Le présent document ne peut être reproduit que dans son intégralité**

---

## SOMMAIRE

1. SYNTHESE DES RESULTATS	4
1.1. Conclusions	4
1.2. Synthèse du repérage	4
1.3. Préconisations	4
2. GENERALITES	6
2.1. Objectif de la prestation	6
2.2. Références réglementaires	6
2.3. Compétence de l'opérateur	6
2.4. Commentaires relatifs au déroulement de la prestation	6
2.5. Rapport(s) précédent(s)	6
3. DESCRIPTION DU OU DES IMMEUBLES BATIS	7
3.1. Propriétaire du ou des immeubles bâtis	7
3.2. Périmètre de la prestation	7
4. SCHEMA DE LOCALISATION	8
5. CRITERES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DEGRADATION LIE A LEUR ENVIRONNEMENT	15
6. CERTIFICAT DE COMPETENCE	17
7. ATTESTATION D'ASSURANCE	18
8. ALBUM PHOTO	20

## 1. SYNTHESE DES RESULTATS

### 1.1. Conclusions

➤ **Nous avons recensé des matériaux et produits contenant de l'amiante** selon le programme de repérage défini dans l'annexe 13.9 et l'article 4 du décret 2011-629 du 3 juin 2011 **pour ce qui concerne les parties de l'immeuble rendues accessibles lors de notre intervention.**

Les conclusions conduisent aux obligations réglementaires récapitulées dans le paragraphe 1.2

### 1.2. Synthèse du repérage

#### a) MATERIAUX DE LA LISTE B / ELEMENTS EXTERIEURS CONTENANT DE L'AMIANTE :

LOCALISATION BATIMENT, ETAGE(S), LOCAUX OU ZONES PRESENTANT DES SIMILITUDES D'OUVRAGE	MATERIAUX ET PRODUITS	CRITERES AYANT PERMIS DE CONCLURE	RESULTAT DE LA GRILLE D'EVALUATION RECOMMANDATION EP ou AC1 ou AC2
3ème étage COMBLE	plaque fibro ciment toiture	D'après document consulté	EP
Sous-Sol R-2 MACHINERIE ASCENSEUR	Conduit en fibro ciment vertical	D'après document consulté	EP

#### Obligations du propriétaire :

**Recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes : article R 1334-21 du Code de la Santé Publique**

EP : Evaluation périodique de l'état de conservation

Le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate. Il convient de :

- Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

LOCALISATION	MATERIAUX ET PRODUITS	RESULTAT DE LA GRILLE D'EVALUATION	MESURES PRECONISEES
3ème étage COMBLE	plaque fibro ciment toiture	EP	surveillance état dégradation
Sous-Sol R-2 MACHINERIE ASCENSEUR	Conduit en fibro ciment vertical	EP	surveillance état dégradation

### 1.3. Préconisations

Le présent document constitue un élément important du dossier technique amiante qui doit être mis à jour et tenu à la disposition :

- des occupants de l'immeuble, des employeurs, des représentants du personnel et des médecins du travail si l'immeuble comporte des locaux de travail

---

et communiqué :

- aux opérateurs de repérage amiante pour les diagnostics avant démolition totale ou partielle.
- toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti
- aux personnes mentionnées à l'article 1334-29-5, paragraphe 2, 2<sup>ème</sup> alinéa.

Toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant, doit être avertie de la présence d'amiante.

Nous vous conseillons de faire appel à un maître d'œuvre spécialisé pour concevoir le projet de suppression de l'amiante et à une entreprise spécialisée pour réaliser les investigations approfondies avec sondages destructifs et les travaux de démolition conformément aux recommandations de la CNAMTS, des CARSAT – CRAM – CGSS, des guides de l'INRS et de l'OPPBTP, et des directives de l'inspection du travail.

Nous vous rappelons que des dispositions spécifiques de protection des travailleurs intervenant sur les matériaux et produits contenant de l'amiante sont stipulées dans le cadre du code du travail. Elles comprennent notamment l'obligation d'élaborer une analyse de risque et un mode opératoire pour éviter toute action pouvant libérer des fibres dans l'air (ponçage, frottement, perçage, découpage...).

Nous vous conseillons de faire appel à un maître d'œuvre spécialisé pour concevoir le projet de suppression de l'amiante et à une entreprise spécialisée pour réaliser les investigations approfondies avec sondages destructifs et les travaux de démolition conformément aux recommandations de la CNAMTS, des CARSAT – CRAM – CGSS, des guides de l'INRS et de l'OPPBTP, et des directives de l'inspection du travail.

## 2. GENERALITES

### 2.1. Objectif de la prestation

La prestation a pour objectif de réaliser le repérage complémentaire des matériaux de la liste B / éléments extérieurs que le propriétaire doit effectuer :

- pour la réalisation de l'état mentionnant la présence ou l'absence de produits contenant de l'amiante mentionné à l'article R. 1334-29-9 du présent décret, lors d'une prochaine vente
- en cas de présence de matériaux ou produits de la liste A en même temps que la prochaine évaluation de leur état de conservation
- avant tous travaux réalisés à titre gratuit ou onéreux, ayant pour conséquence une sollicitation de matériaux ou produits de la liste B
- au plus tard le 3 février 2021

### 2.2. Références réglementaires

Décret n° 2010 – 1200 du 11 octobre 2010 pris en application de l'article L 271-6 du code de la construction et de l'habitation, Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires)

Articles R 1334-15 à R 1334-18, articles R 1334-20 et R1334-21 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 (Article L 1334-13 du code de la santé publique),

Notre inventaire porte exclusivement sur les éléments extérieurs définis à la liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique.

### 2.3. Compétence de l'opérateur

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

APAVE CERTIFICATION  
191, rue de Vaugirard  
75738 PARIS cedex 15

### 2.4. Commentaires relatifs au déroulement de la prestation

Le présent document concerne des matériaux visibles et accessibles conformément au code de la santé publique. Il n'exclut pas la présence d'amiante dans d'autres parties d'ouvrage pour lesquelles un repérage complémentaire doit être réalisé en cas de travaux ou de démolition. Par conséquent, le présent rapport ne peut être considéré comme attestant de l'absence d'amiante dans l'ensemble du bâtiment objet du repérage.

### 2.5. Rapport(s) précédent(s)

Néant

### 3. DESCRIPTION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

#### 3.1. Propriétaire du ou des immeubles bâtis

Nom ou raison sociale : CHICAS GAP SISTERON  
Adresse : 1 place Auguste Muret  
Code postal : 05007 Cedex  
Ville : GAP

#### 3.2. Périmètre de la prestation

Dans le cadre de cette mission, l'intervenant Apave a examiné uniquement les locaux et les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité.

##### a) Liste des locaux visités

L'objet du présent rapport concerne la ou les partie(s) d'immeubles bâtis décrite(s) dans le tableau suivant :

PARTIE DE BATIMENT	LOCAUX
Rez de chaussée	PHARMACIE
Rez de chaussée	LABORATOIRE
Rez de chaussée	IMAGERIE
1er étage	USSR
2ème étage	MEDECINE
3ème étage	COMBLE
Sous-Sol R-1	BLANCHISSERIE
Sous-Sol R-2	LOCAUX TECHNIQUE
Sous-Sol R-2	PARKING
Sous-Sol R-2	MACHINERIE ASCENSEUR

Le donneur d'ordre nous a communiqué les documents et informations suivants :

- Fonction principale du bâtiment : Etablissements sanitaires: Hôpitaux et Cliniques
- Les plans des immeubles : Néant
- Le périmètre de repérage : Eléments extérieurs du bâtiment.
- La date de délivrance du permis de construire ou années de construction et de réhabilitation : <01/07/1997
- Les bulletins de caractérisation des matériaux et produits suivants : Néant

En cas d'omissions ou d'imprécisions dans les informations fournies à l'opérateur, des investigations complémentaires pourraient s'avérer nécessaires ultérieurement.

#### 4. SCHEMA DE LOCALISATION

Schéma rdc

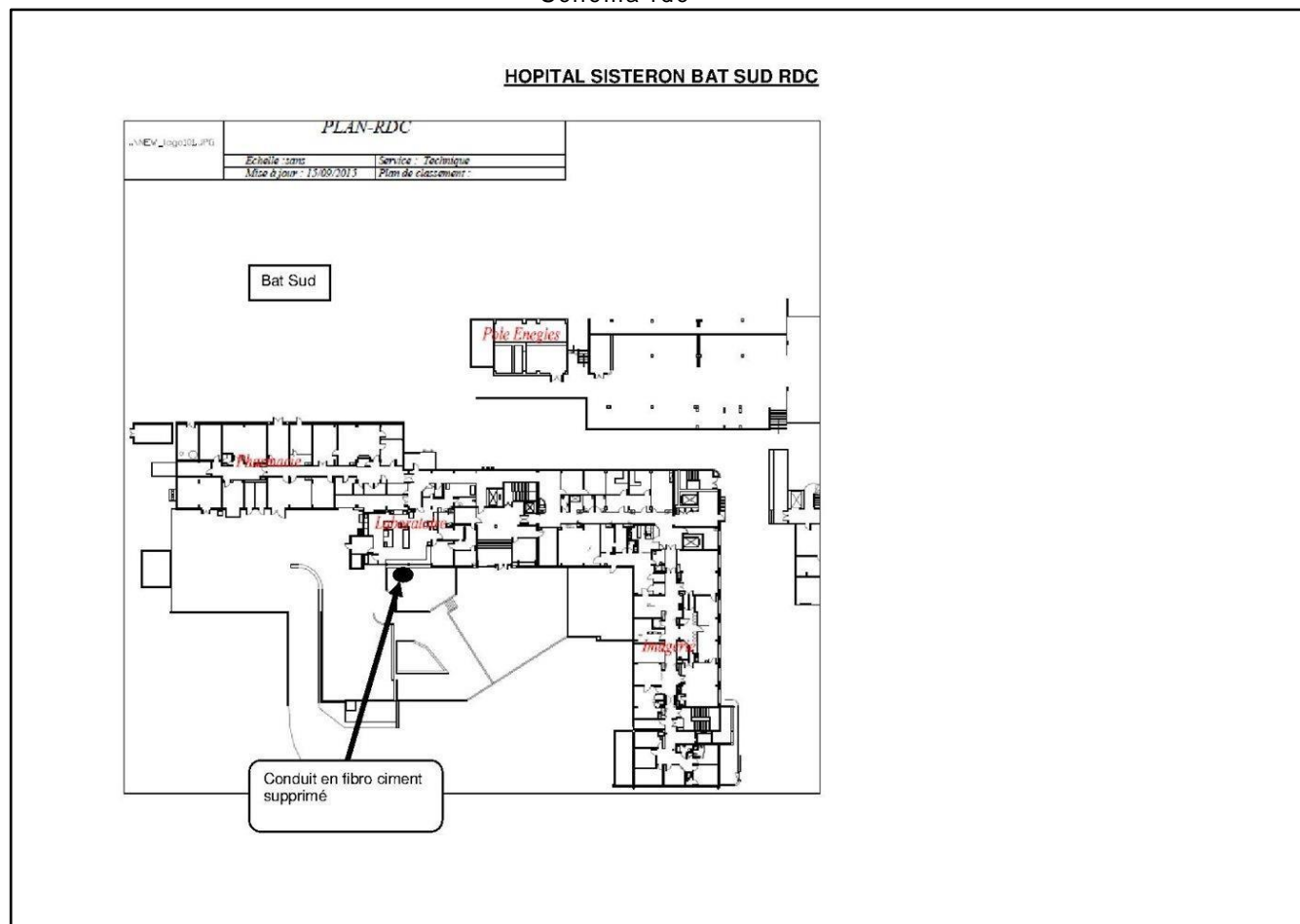




Schéma R+1

**HOPITAL DE SISTERON R+1**

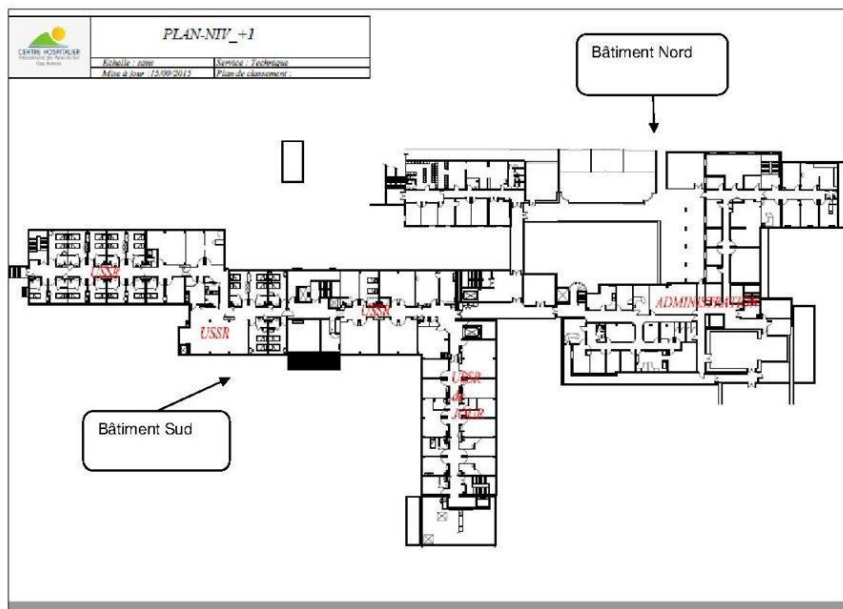


Schéma R+2

**HOPITAL DE SISTERON R+2**

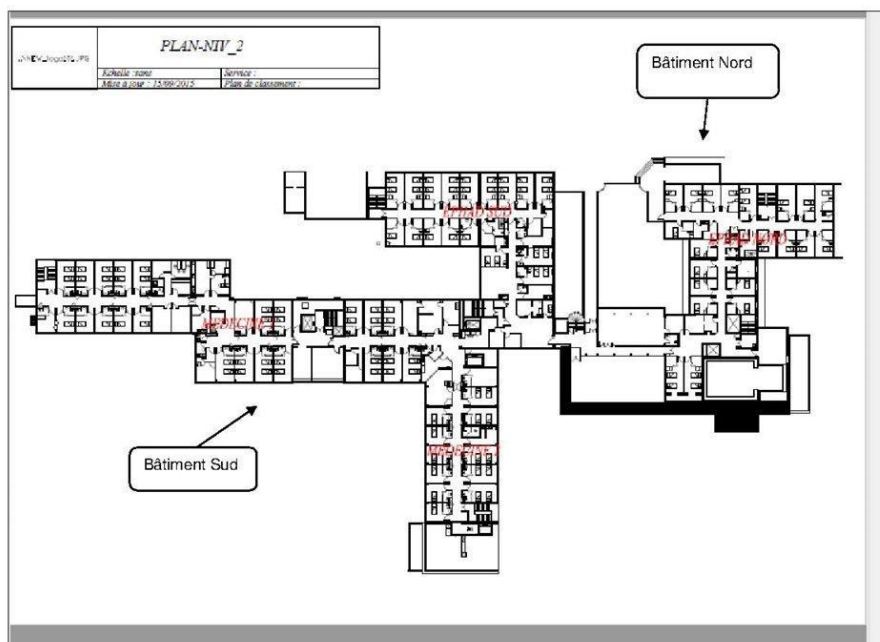


Schéma R+3 COMBLE

HOPITAL SISTERON R+3

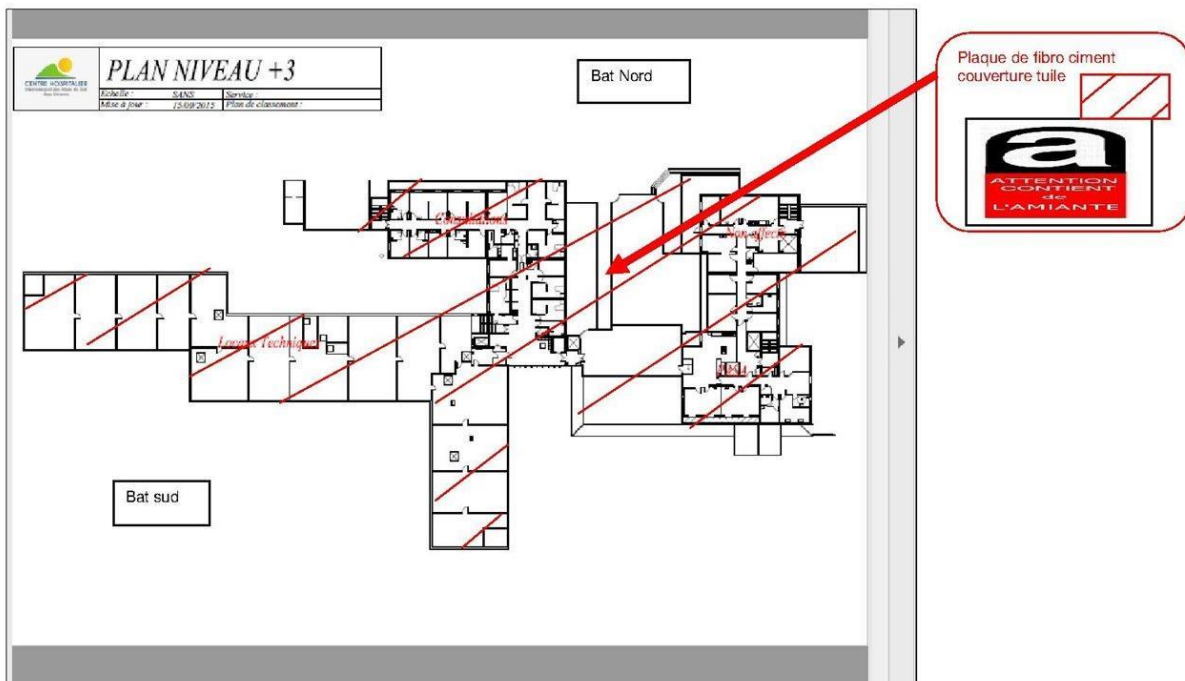


Schéma R-1

**HOPITAL DE SISTERON NIVEAU - 1**

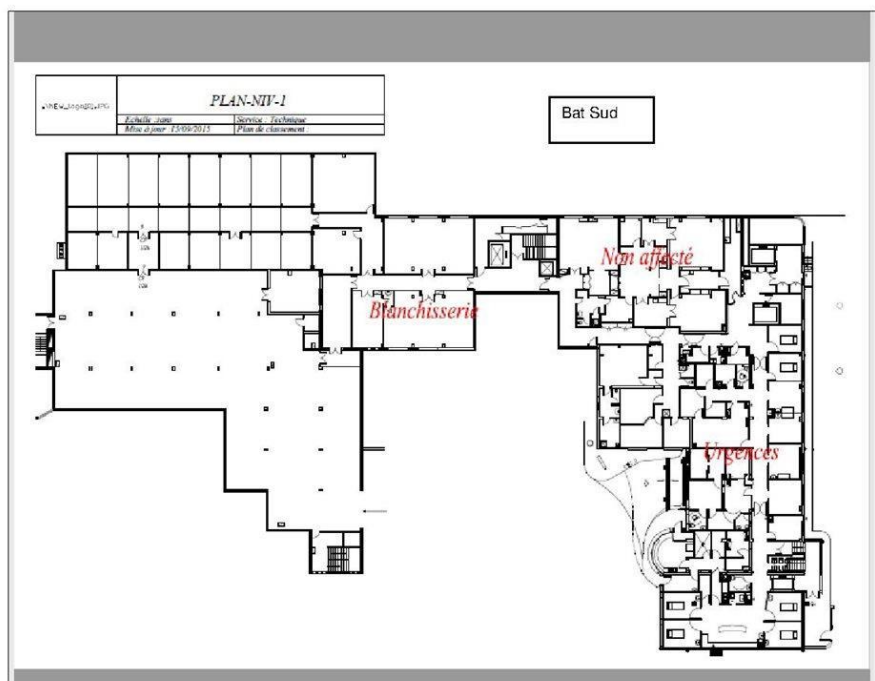
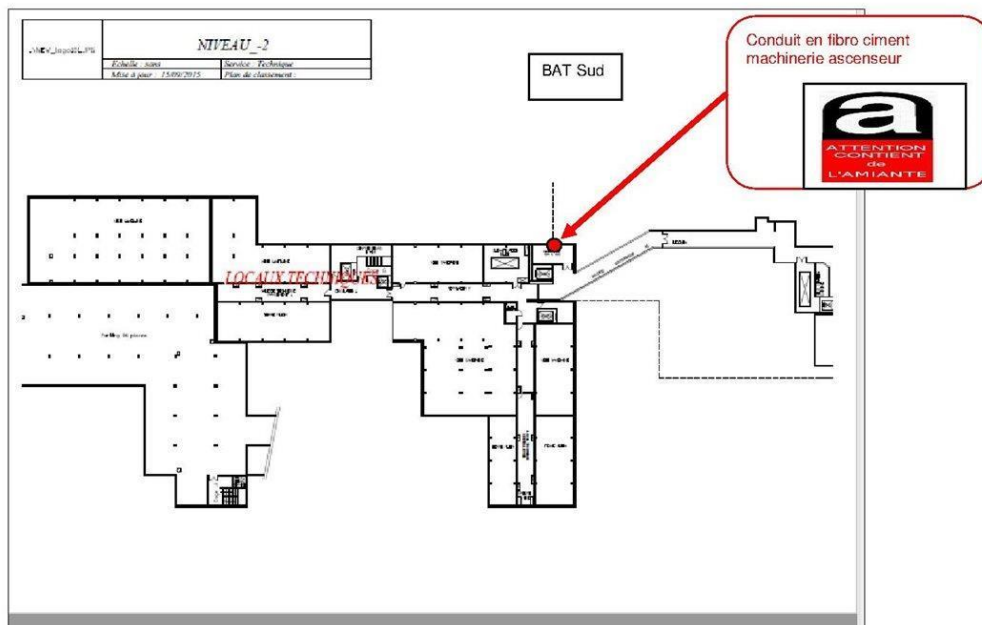


Schéma R-2

HOPITAL SISTERON R-2



conduit fibro ciment en vertical supprimé entre jardin et laboratoire



## 5. CRITERES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DEGRADATION LIE A LEUR ENVIRONNEMENT

N° de dossier	1	Obligation réglementaire en fonction du résultat		
Date de l'évaluation	20/09/2018	<input checked="" type="checkbox"/>	Recommandation EP	Contrôle périodique de l'état de conservation des matériaux et/ou produits
Bâtiment	HOPITAL DE SISTERON"BATIMENT SUD"	<input type="checkbox"/>	Recommandation AC1	Action corrective de 1 <sup>er</sup> niveau
Local ou zone homogène	3ème étage-COMBLE-plaque fibro ciment toiture-	<input type="checkbox"/>	Recommandation AC2	Action corrective de 2 <sup>ème</sup> niveau
Matériau ou produit	plaque fibro ciment toiture			

## GRILLE D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B

Etat de conservation du matériau et produit			Risque de dégradation	
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>				EP
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>	Matériau non dégradé <input checked="" type="checkbox"/>		Risque de dégradation faible ou à terme <input checked="" type="checkbox"/>	EP
			Risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>	AC1
			Risque faible d'extension de la dégradation <input type="checkbox"/>	EP
		Ponctuelle <input type="checkbox"/>	Risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1
	Matériau dégradé <input type="checkbox"/>		Risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2
		Généralisée <input type="checkbox"/>		AC2



N° de dossier	1	<b>Obligation réglementaire en fonction du résultat</b>		
Date de l'évaluation	20/09/2018	<input checked="" type="checkbox"/>	Recommandation EP	Contrôle périodique de l'état de conservation des matériaux et/ou produits
Bâtiment	HOPITAL DE SISTERON "BATIMENT SUD"	<input type="checkbox"/>	Recommandation AC1	Action corrective de 1 <sup>er</sup> niveau
Local ou zone homogène	Sous-Sol R-2-MACHINERIE ASCENSEUR-Conduit en fibro ciment vertical-	<input type="checkbox"/>	Recommandation AC2	Action corrective de 2 <sup>ème</sup> niveau
Matériau ou produit	Conduit en fibro ciment vertical			

## GRILLE D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B

Etat de conservation du matériau et produit		Risque de dégradation	
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>			Type de recommandation: EP
			Risque de dégradation faible ou à terme <input checked="" type="checkbox"/> EP
	Matériau non dégradé <input checked="" type="checkbox"/>		Risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/> AC1
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>			Risque faible d'extension de la dégradation <input type="checkbox"/> EP
		Ponctuelle <input type="checkbox"/>	Risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/> AC1
			Risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/> AC2
	Matériau dégradé <input type="checkbox"/>		
		Généralisée <input type="checkbox"/>	AC2



## 6. CERTIFICAT DE COMPETENCE



### CERTIFICAT DE COMPÉTENCES N°A/17-746v1

Apave Certification certifie que :

Monsieur Gaëtan DERVAUX

Possède les compétences techniques nécessaires à la certification suivant le référentiel :

Apave Certification AC-PRO-001-11

Conforme aux prescriptions de la norme NF EN ISO/CEI 17024 : 2012 et à l'arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification

Pour l'activité suivante :

DIAGNOSTIQUEUR TECHNIQUE IMMOBILIER – AMIANTE

Sans mention ☐

Avec mention ☒

Emis le :

7 juin 2017

Ce certificat est valable jusqu'au :

4 décembre 2021

Directeur d'Apave Certification



JM VIONNET

AC-IMP-012-15



## 7. ATTESTATION D'ASSURANCE



Contrat RC n° 5271124804 1/2

AXA France IARD  
DIRECTION ENTREPRISES  
Production R.C. – Grands Comptes  
Télécopie 01.57 65 07 90

### ATTESTATION

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le Siège Social est situé 313 Terrasses de l'Arche – 92727 NANTERRE Cedex, agissant en qualité d'apéríteur en coassurance à 60% avec GENERALI, atteste par la présente que l'assuré

**APAVE**  
191 rue Vaugirard  
75015 PARIS

agissant tant pour son compte que pour celui de **APAVE SUDEUROPE SAS et de ses filiales :**

- APAVE MONACO
- APAVE NOUVELLE CALEDONIE (succursale)
- AQUALIS
- GIE ESQS
- GIE IQSE
- ISIA
- PRORAD

est couvert contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il pourrait encourir à la suite de dommages causés dans le cadre de l'exercice de sa profession, par le contrat n° 5271124804, souscrit auprès de notre Société, pour les activités et les montants de garanties suivants :

#### Activités assurées

Prestations techniques (y compris maintenance) et intellectuelles pour la maîtrise des risques humains, techniques et environnementaux, articulée autour des principaux métiers suivants :

- inspection et vérification des installations techniques, équipements et process
- bâtiment et génie civil
- essais, mesures et métrologie
- laboratoires d'analyses (non médicales)
- conseils
- formation
- certification, contrôle, qualification et homologation

y compris fabrication et vente de produits dans le cadre de ces activités, à destination de tous les secteurs d'activité.

#### A l'exclusion :

- des missions de Contrôle Technique relevant de la loi Spinetta visées à l'article L 111.3 du Code de la construction et de l'habitation
- des travaux de désamiantage (enlèvement de l'amiante friable et non friable)
- des activités de classification et certification de navires et unités offshore.



Contrat RC n° 5271124804 2/2

#### TABLEAU DE GARANTIES

Les garanties s'exercent à concurrence des montants suivants :

Nature des garanties	Limites des garanties
<b>Responsabilité Civile Exploitation / Après Livraison / Professionnelle</b>	
<b>Limite générale « Tous dommages corporels, matériels et immatériels » confondus</b> <i>Sans pouvoir excéder pour :</i>	5 000 000 € par année d'assurance
a) les dommages immatériels non consécutifs	5 000 000 € par année d'assurance
b) les atteintes à l'environnement accidentelles sur sites des assurés non soumis à Autorisation ou Enregistrement	2 500 000 € par année d'assurance
c) tous dommages corporels, matériels et immatériels aux Usa/Canada <i>sous-limités :</i>	5 000 000 € par année d'assurance
c.1) Dommages immatériels aux USA CANADA	1 000 000 € par année d'assurance
d) tous dommages causés par l'amiante et le plomb *	2 500 000 € par année d'assurance *

\*Il précisé que cette garantie s'exerce également dans la limite des montants de garanties précités ou indiqués aux conditions particulières, en fonction de la nature des dommages.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2018 au 31/12/2018** inclus sous réserve du règlement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.


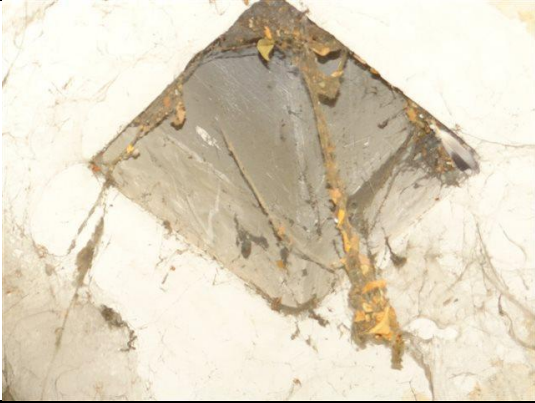
Fait à PARIS le 04/12/2017  
Pour servir et valoir ce que de droit.

POUR L'ASSUREUR :

**VERLINGUE**  
COURTIER EN ASSURANCES  
Adresse postale :  
12, rue de Kerogan - CS 44012  
29335 QUIMPER cedex  
Tél. 0 820 260 260 0 118 11 11 11 Fax 0 820 209 212  
contact@verlingue.fr - www.verlingue.fr



## 8. ALBUM PHOTO

LOCALISATION	MATERIAUX ET/OU PRODUITS OBJET DES PRELEVEMENT
<p>3ème étage COMBLE Matériau : plaque fibro ciment toiture Plaque de fibro ciment toiture au niveau du garage <b>PRESENCE D'AMIANTE</b></p>	
<p>Sous-Sol R-2 MACHINERIE ASCENSEUR Matériau : Conduit en fibro ciment vertical conduit fibro ciment en vertical <b>PRESENCE D'AMIANTE</b></p>	
<p>Sous-Sol R-2 MACHINERIE ASCENSEUR Matériau : Conduit en fibro ciment vertical <b>PRESENCE D'AMIANTE</b></p>	